

Le 13 janvier : non à une grève inutile de plus !

En ce début janvier, sur un total de 527 200 classes en France, le ministère a indiqué que 9202 ont été fermées en application du protocole sanitaire destiné à endiguer la propagation du virus.

Compte tenu des caractéristiques de la variante « omicron » du virus, à la fois plus contagieuse mais moins dangereuse, il est évident que l'objectif de maintenir l'école ouverte ne peut être atteint sans une adaptation du protocole. Action & Démocratie s'est toujours prononcé en faveur des solutions de bon sens faisant appel à l'intelligence des acteurs du terrain et ne peut donc qu'approuver son adaptation tout en regrettant qu'il ne soit pas assumé avec plus de courage, expliqué avec plus de clarté, conçu avec plus de discernement et communiqué aux personnels avec plus de confiance et de respect envers ces derniers. Confronté au réel en effet, ce nouveau protocole prétendument assoupli induit une surcharge de travail inédite pour les professionnels de l'Éducation Nationale déjà saturés de consignes souvent contradictoires. Il est source de notables désordres et engendre des contraintes ubuesques pour les familles (tests et déclarations sur l'honneur multiples) pour ne rien dire des angoisses inutiles qu'il suscite auprès des élèves.

De façon totalement incompréhensible cependant, une organisation syndicale du premier degré a lancé un appel à la grève ce jeudi 13 janvier pour réclamer un durcissement du protocole et le retour à la règle de fermeture dès le premier cas détecté dans les classes. Ce n'est pas sérieux : une telle mesure entraînerait en quelques jours la fermeture de plus de la moitié des écoles, avec les conséquences désastreuses pour les élèves que l'on sait et que l'on a déjà dénoncées par le passé, sans aucune justification sanitaire en outre puisque la plupart des « cas positifs » actuellement détectés sont asymptomatiques ou totalement bénins.

De façon tout aussi incompréhensible, d'autres organisations ont appelé à leur tour les personnels à faire grève ce même jour « pour se faire entendre » ou encore pour protester contre ce qu'elles décrivent comme de la « maltraitance ». Ce n'est pas plus sérieux : dans leur immense majorité, les personnels de l'éducation ne sont pas prêts à perdre une journée de salaire pour permettre à leurs représentants de « se faire entendre » de leur ministre, ce qu'ils ne sauront pas davantage faire au soir du 13 janvier que la veille.

Action & Démocratie, le syndicat de l'éducation de la CFE-CGC, n'appellera donc pas les personnels à faire une grève inutile de plus. A l'heure où le chef de l'État s'affranchit de la décence commune, où l'État de droit est mis sens dessus dessous, où des personnes sont désignées à la vindicte en raison de leurs choix, où les libertés sont restreintes sur la base de considérations sanitaires discutables ; à l'heure aussi

où, au sein même de l'Éducation Nationale, des personnels ont été injustement suspendus, sans traitement parfois depuis septembre, il y a de plus sérieuses raisons de se mettre en grève que d'exiger la fourniture de masques et la rédaction de protocoles toujours plus stricts et plus absurdes !

Action & Démocratie soutient en revanche l'appel à une « journée administrative morte » le vendredi 14 janvier 2022 pour protester contre l'autorité fonctionnelle des collectivités sur les adjoints gestionnaires prévue par le projet de loi 3DS (voir notre Lettre d'information n° 38 du 10 décembre 2021).

Affilié à la CFE-CGC, Action & Démocratie est **le syndicat qui défend et représente les personnels de l'éducation en tant que cadres et assimilés.**

Notre organisation réunit professeurs des écoles, professeurs des collèges, des lycées généraux, technologiques et professionnels, professeurs de l'enseignement supérieur, professeurs documentalistes, personnels de vie scolaire, Psy-EN, AESH, personnels administratifs et également personnels de direction. **Les spécificités de chacun y sont reconnues et respectées mais c'est en nous mettant ensemble que nous nous donnons les moyens de peser, d'enrayer la dégradation sans fin de nos métiers et de reconstruire une école digne de ce nom.**

Vous êtes des cadres ! Rejoignez Action & Démocratie/CFE-CGC ! Notre syndicat est le vôtre : vous pouvez vous y impliquer de plusieurs façons, de la simple adhésion à l'exercice de responsabilités académiques ou nationales pour participer à la défense collective des intérêts matériels et moraux de chacun ainsi que de ceux de la profession tout entière.

